



## L'Algérie vidée des personnes migrantes

Les opérations d'expulsions des personnes migrantes se poursuivent et s'intensifient dans notre pays. Après celle menée le jeudi 5 avril à partir de Zeralda et qui avait ciblé plusieurs dizaines de personnes, hommes, femmes et enfants, ce lundi 9 avril 2018 une opération semblable a également été menée à Oran.

Le caractère massif de ces opérations, les nationalités visées et la célérité avec laquelle sont organisées ces expulsions, ne laissent aucun doute sur la volonté des autorités à vider l'Algérie de ses migrants. Une action entreprise au mépris du droit, des engagements pris dans le cadre des conventions internationales et aussi et surtout des valeurs historiques du mouvement national et de la révolution algérienne. Des valeurs portées et soutenues jusqu'à présent par l'Algérie.

Par de telles pratiques, l'Algérie dont le rapport périodique relatif à la mise en œuvre de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille est actuellement examiné à Genève, envoie un sombre message au Comité concerné. Les craintes maintes fois exprimées par les organisations de défenses des droits de l'Homme en la matière se trouvent amplement confirmées.

La LADDH et le RAJ :

Dénoncent avec la plus grande force ces expulsions collectives indiscriminées qui portent atteinte à la dignité humaine et qui renvoient de l'Algérie l'image d'un pays qui perd ses certitudes et qui se renferme sur lui-même dans une précipitation injustifiée.

Demandent l'arrêt immédiat de ce genre d'opérations et interpellent les pouvoirs publics sur leurs responsabilités quant à la sécurité des personnes migrantes et le respect de leurs droits, conformément aux normes internationales des droits humains.

**Alger le 10 avril 2018**

**Pour la LADDH**

**Noureddine Benissad**

**Pour le RAJ**

**Abdelouhab Fersaoui**